

Convention collective départementale
IDCC : 9811. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Tarn)
(6 mai 2002)

(Etendue par arrêté du 18 décembre 2002,
Journal officiel du 17 janvier 2003)

AVENANT N° 27 DU 25 JUIN 2010

NOR : AGRS1097236M
IDCC : 9811

Entre :
La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,
D'une part, et
La fédération générale agroalimentaire et forestière CGT Tarn ;
Le syndicat général des salariés de l'agroalimentaire CFDT Tarn,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 13 « Pour les contrats à durée indéterminée » est modifié
comme suit :

« Tout contrat à durée indéterminée comportera une période d'essai qui
pourra être rompue à tout moment par les parties sans indemnités.

La durée de cette période ne pourra excéder :

Pour le personnel non cadre :
– 2 mois renouvelables 1 fois ;

- 3 mois renouvelables 1 fois pour les emplois conclus dans le cadre d'un groupement d'employeurs comportant 3 adhérents ou plus (non modifié, dispositions résultant de l'avenant n° 2001-105 du 28 mai 2001).

La possibilité de renouvellement devra être expressément prévue au contrat de travail. Le renouvellement sera motivé et approuvé par le salarié.

Toute rupture de la période d'essai doit être précédée d'un délai de prévenance.

DURÉE DE PRÉSENCE	DÉLAI DE PRÉVENANCE	
	Rupture à l'initiative de l'employeur	Rupture à l'initiative du salarié
Moins de 8 jours	24 heures	24 heures
8 jours à 1 mois	48 heures	48 heures
Plus de 1 mois	2 semaines	48 heures
Plus de 3 mois	1 mois	48 heures

Pour le personnel d'encadrement :

- 4 mois renouvelables 1 fois pour les cadres, coefficients 50 et 60 ;
- 9 mois renouvelables 1 fois pour les cadres de direction coefficient 70 (non modifié, dispositions résultant de l'avenant n° 2002-109 du 15 janvier 2002).

La possibilité de renouvellement devra être expressément prévue au contrat de travail. Le renouvellement sera motivé et approuvé par le salarié.

Toute rupture de la période d'essai doit être précédée d'un délai de prévenance.

DURÉE DE PRÉSENCE	DÉLAI DE PRÉVENANCE	
	RUPTURE À L'INITIATIVE de l'employeur	RUPTURE À L'INITIATIVE du salarié
Moins de 8 jours	24 heures	24 heures
8 jours à 1 mois	48 heures	48 heures
Plus de 1 mois	2 semaines	48 heures
Plus de 3 mois	1 mois	48 heures

Article 2

L'article 14 « Pour les contrats à durée déterminée » est modifié comme suit :

« Tout contrat à durée déterminée comportera une période d'essai qui pourra être rompue à tout moment par les parties sans indemnités.

La durée de cette période ne pourra excéder :

- 1 jour par semaine, dans la limite de 2 semaines calendaires, pour un contrat d'une durée inférieure ou égale à 6 mois ;
- 1 mois pour un contrat d'une durée initiale de plus de 6 mois.

Toute rupture de période d'essai de 1 semaine ou plus doit être précédée d'un délai de prévenance.

DURÉE DE PRÉSENCE	DÉLAI DE PRÉVENANCE	
	Rupture à l'initiative de l'employeur	Rupture à l'initiative du salarié
Moins de 8 jours	24 heures	24 heures
8 jours à 1 mois	48 heures	48 heures
+ de 1 mois	2 semaines	48 heures
+ de 3 mois	1 mois	48 heures

Article 3

L'article 87 « Indemnité de licenciement » est modifié comme suit :

« Sauf faute grave, le salarié licencié comptant 1 an d'ancienneté ininterrompue chez le même employeur a droit à une indemnité minimum de licenciement définie comme suit.

Le salaire mensuel servant de base au calcul de l'indemnité de licenciement est le salaire moyen des 3 derniers mois ou celui des 12 derniers mois s'il est plus favorable.

Indemnité de licenciement pour inaptitude reconnue

Faisant suite à une maladie ou un accident non professionnel :

Pour le personnel non cadre et d'encadrement :

- à partir de 1 an d'ancienneté et jusqu'à 10 ans compris : 2/10 de mois par année d'ancienneté ;
- au-delà de 10 ans d'ancienneté : 2/10 de mois plus 2/15 de mois supplémentaire par année.

Faisant suite à un accident du travail ou maladie professionnelle :

Pour le personnel non cadre et d'encadrement :

- à partir de 1 an d'ancienneté et jusqu'à 10 ans compris : 4/10 de mois par année d'ancienneté ;
- au-delà de 10 ans d'ancienneté : 4/10 de mois plus 4/15 de mois supplémentaire par année.

Indemnité de licenciement pour autres motifs :

Pour le personnel non cadre :

- à partir de 1 an d'ancienneté et jusqu'à 10 ans compris : 2,5/10 de mois par année d'ancienneté ;
- au-delà de 10 ans d'ancienneté : 2/10 de mois plus 2/15 de mois supplémentaire par année.

Pour le personnel d'encadrement :

- à partir de 1 an d'ancienneté et jusqu'à 10 ans compris : 3/10 de mois par année d'ancienneté ;
- au-delà de 10 ans d'ancienneté : 2/10 de mois plus 2/15 de mois supplémentaire par année.

Pour le calcul de toutes les indemnités de licenciement il doit être tenu compte des mois de service accomplis au-delà des années pleines (*pro rata temporis*). »

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 5

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chaque partie signataire et 2 exemplaires seront déposés à l'unité territoriale du Tarn de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi. »

Fait à Albi, le 25 juin 2010.

(Suivent les signatures.)